

## **PV No 8 de la séance du Conseil Communal du mercredi 3 mai 2017.**

Présidence : M. Alain JOUFFREY, Président.

### **Ordre du jour :**

1. Appel.
2. Adoption de l'ordre du jour.
3. Assermentation d'un nouveau conseiller, M. Matthias JACQUEMAI.
4. Adoption du PV de la séance du 8 mars 2017.
5. Communications du Bureau.
6. Communications de la Municipalité.
7. Présentation du projet de la transformation du bâtiment de services en bâtiment administratif au chemin de Penguey 1b, sur la parcelle communale no 187 par l'architecte M. GUIROLAN du bureau T Architecture Srl à Etoy et de M. MELCHIORRE responsable du service des bâtiments de la Commune de Saint-Prex.
8. Rapport sur le préavis no 02/03.2017 – demande d'un crédit de Fr. 4'850'000.- pour financer la transformation du bâtiment de services en bâtiment administratif au chemin de Penguey 1b, sur la parcelle communale no 187.
9. Préavis no 03/05.2017 – demande d'un crédit de Fr. 2'585'500.- pour financer la mise en séparatif, le remplacement de la conduite d'eau potable et de l'éclairage public à l'avenue de Taillecou ainsi que l'aménagement d'une place publique devant le centre culturel et sportif du Vieux-Moulin.
10. Préavis no 04/05.2017 – adoption des comptes 2016.
11. Préavis no 05/05.2017 – demande d'un crédit pour financer la réfection de la chaussée à la route de Rolle Ouest, la création d'un trottoir, de deux bandes cyclables, d'un collecteur, la pose de l'éclairage public et la construction de parois antibruit.
12. Vision municipale.
13. Simples questions.
14. Contre-appel.

\*\*\*\*\*

**1) Appel.**

Il est 20h00 lorsque le Président ouvre la séance.

Les Conseillers et Conseillères suivant(e)s sont excusé(e)s :

Mesdames et Messieurs	Fabrice DESSAUX	Alexandre BUVELOT
	Philipp LANGER	Luc MORET
	Pierre ENDERLIN	Camille DUFEY
	Carmelo TODARO	Sandrine PITTOLAZ
	Sacha MEIER	Alain FOLLY
	Thierry JAQUIERY	Nicolas COTTIER
	Steve BUGNON	

52 membres du Conseil étant présents, l'Assemblée peut délibérer valablement, cela en accord avec les dispositions contenues à l'article 55 du règlement du Conseil.

**2) Adoption de l'ordre du jour.**

La modification suivante a été demandée par M. Marc-Antoine SIEGWART : « Mettre le point de l'ordre du jour n° 12 « vision municipale », à la suite du point n° 6, c'est-à-dire avant la présentation du projet de la transformation du bâtiment de service. Selon M. Marc-Antoine SIEGWART, les points 7 et 8 de l'ordre du jour évoquent un investissement qui s'inscrit dans le programme de la Municipalité. Il serait donc nécessaire de connaître la « vision municipale » avant de s'exprimer sur la réalisation de ces projets.

Le Président ouvre la discussion.

M. Daniel MOSINI informe que, comme des personnes ont été convoquées pour présenter un projet, il est préférable de mettre la vision municipale à la fin de la séance pour libérer au plus vite les invités. De plus, la vision municipale concerne toute la législature.

La parole n'étant plus demandée, le sujet est clos.

Au vote, les Conseillers choisissent à la majorité des membres présents de ne pas modifier l'ordre du jour.

**3) Assermentation d'un nouveau Conseiller, M. Matthias JACQUEMAI.**

Le Président procède à l'assermentation de M. Matthias JACQUEMAI.

**4) Adoption du PV de la séance du 8 mars 2017.**

La parole n'étant pas demandée, le sujet est clos.

Le PV n° 7 est accepté à l'unanimité des membres présents.

## **5) Communications du Bureau.**

Nous avons appris avec tristesse le décès de proches de 3 Conseillers. M. David LA FRAMBOISE a perdu son papa, Mme Sylvie HAUTLE-PITTET et M. Louis-Claude PITTET ont perdu leur maman. Une minute de silence est respectée à la mémoire de ces défunts.

Pour donner suite aux remarques émises lors de la séance précédente par M. Jacques ROCHAT concernant le point de l'ordre du jour « simples questions » et relatives aux informations que des Conseillers donnent mais qui ne sont pas des questions, le Président lit les articles suivants :

**Art. 64.-** Chaque membre du conseil peut, par voie d'interpellation, demander à la Municipalité une explication sur un fait de son administration. Il informe, par écrit, le président de l'objet de son interpellation. Si celle-ci est appuyée par cinq membres au moins, elle est développée séance tenante ou dans la prochaine séance. La municipalité répond immédiatement ou, au plus tard, dans la séance suivante. La discussion qui suit se termine par l'adoption d'une résolution, laquelle ne doit pas contenir d'injonction, ou par le passage à l'ordre du jour.

**Art. 65.-** Un membre du conseil peut adresser une simple question ou émettre un vœu à l'adresse de la municipalité. La municipalité y répond dans le délai prévu à l'article 64 al. 3 du présent règlement. Il n'y a pas de vote ni de résolution.

Le règlement stipule donc que ce moment d'échanges se fait lors de simples questions et ne prévoit pas d'autres types d'interventions.

Le programme pour la sortie annuelle du Conseil sera envoyé par courriel. Le samedi 20 mai, le train partira de la gare de Saint-Prex à 9h11 en direction de Vevey. Le lieu de rendez-vous sera à 9h00 sur le quai n° 2.

## **6) Communications de la Municipalité.**

M. Daniel MOSINI, Syndic, nous fait part de ce qui suit :

### **a) Engagement au secrétariat municipal.**

Suite au souhait de la titulaire d'être déchargée de cette fonction, nous avons mis au concours un poste de secrétaire municipale adjointe à 50%.

Nous avons volontairement diffusé cette offre d'emploi dans des médias confidentiels, afin de cibler au mieux les candidatures.

Sur les quatre personnes reçues par Mme Guyomard, secrétaire municipale et responsable des ressources humaines, deux d'entre elles ont été auditionnées par une délégation municipale composée de M. le Syndic et de Mmes Regamey et Tinguely.

Pour y donner suite, nous vous informons que Mme Catherine Masson a été engagé tout d'abord à 30% depuis le début de ce mois. Elle travaillera ensuite à 50% dès le 1er juillet prochain au plus tard.

Mme Masson a déjà eu l'occasion de travailler dans plusieurs administrations communales de la région, en tant que secrétaire municipale adjointe, mais également en tant que secrétaire municipale.

Nous lui souhaitons la bienvenue et remercions Mme Gillioz pour le travail effectué depuis 2001. Nous précisons que Mme Gillioz conserve son poste de responsable du service administratif et de préposée de l'office de la population et du bureau des étrangers.

#### **b) Office de poste.**

Suite à un article paru dans la presse, nous avons écrit le 3 mars dernier à la direction générale de la Poste, afin de connaître ses intentions.

Pour y donner suite, le responsable du réseau postal et vente a tenu à nous apporter quelques précisions.

La Poste Suisse prend ses distances avec la carte publiée. Elle regrette cette présentation qui découle d'une interprétation personnelle et de projections non vérifiées.

La Poste Suisse devrait en principe publier, d'ici la fin du 1er semestre 2017 la liste des offices de poste qui seront garantis jusqu'en 2020 et qui ne seront pas remis en question.

La Poste a développé une nouvelle stratégie qui prend en compte le développement des communications numériques qui se sont fortement démocratisés ces dernières années. Elle invite désormais à des séances d'information la population des Communes dans lesquelles il est question d'une transformation de la desserte postale.

Nous restons donc dans l'attente de plus amples informations sur le maintien de l'office de poste de Saint-Prex

#### **c) Fondation Irène Leroy.**

Nous vous informons que M. André Bugnon, vice-président, a décidé de mettre un terme à son activité au sein de la Fondation Irène Leroy, dès le 10 mai prochain.

M. André Bugnon a œuvré dans la Fondation, tout d'abord en qualité de Président de 1990 à 2003, puis de vice-président de 2004 à nos jours. Avec son départ, c'est tout un pan de la mémoire de la Fondation qui s'en va.

Conformément aux statuts de la Fondation, il appartient à la Municipalité de désigner les membres du Conseil. Ainsi, notre Autorité a approché M. David La Framboise qui a accepté d'intégrer cette fondation.

Le prénommé prendra ses fonctions lors de l'assemblée annuelle ordinaire du 10 mai prochain.

Nous remercions M. André Bugnon pour son engagement dans cette fondation et nous réjouissons d'accueillir M. David La Framboise.

M. Roger BURRI, Municipal, nous fait part de ce qui suit :

**a) Création d'un balisage d'interdiction de naviguer (bouées jaunes) et installation d'un radeau.**

Au vu de l'intérêt croissant pour les activités nautiques, la place d'Armes est fort utilisée à la belle saison.

Dans cette zone, prisée non seulement par les nageurs, mais aussi par les plongeurs, les véliplanchistes et les utilisateurs de paddle, la présence de bateaux, notamment à moteur, génère des conflits d'usage avec un risque d'accident.

Pour garantir la sécurité des nombreux usagers, la Municipalité a décidé d'interdire, lors de la belle saison, la présence de navigateurs au droit de la plage par l'installation de bouées jaunes, définissant ainsi une aire de baignade. Par la même occasion, une plateforme flottante sera installée dans cette zone.

Comme pour les autres plages de Saint-Prex, les bouées jaunes seront remplacées par des flotteurs rouges en basse saison, afin de repérer les chaînes sans pour autant que l'interdiction soit maintenue à cette période.

Mme Barbara REGAMEY, Municipale, nous fait part de ce qui suit :

**a) Brocante.**

Suite à une très forte demande de la part de la population, les organisateurs bénévoles de la «Brocante au bord du lac» ont accepté d'organiser le troisième vide-greniers-brocante à Saint-Prex.

Cette manifestation - qui n'aura lieu que par beau temps - se déroulera le dimanche 18 juin 2017 de 8h à 18h avec le soutien logistique de la Commune. La buvette, tenue par la Fanfare de la Verrerie, assurera la restauration des visiteurs et exposants.

Des emplacements de 12 m<sup>2</sup> au prix de Fr. 35.- peuvent être réservés chez Mme Edith Pradervand au 021 806 12 21 ou par courriel à l'adresse [broc-st-prex@bluewin.ch](mailto:broc-st-prex@bluewin.ch).

**b) Travaux dans le secteur Vegney-Cherrat – préavis no 04/04.2016.**

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers,

En 2016, vous nous avez octroyé Fr. 676'000.– pour financer le déplacement d'un collecteur d'eaux claires et la création d'une zone inondable dans le secteur du Cherrat, ainsi qu'une somme de Fr. 96'500.– pour financer le remplacement d'une conduite d'eau potable.

Après trois mois de chantier, les travaux ont pu être terminés sans problème. Les nouveaux cours d'eau, la chambre de régulation et les nouveaux sentiers, ces derniers partiellement couverts de copeaux, ont pu être ouverts au public fin avril.

L'équipe du groupement forestier a procédé à des plantations pour végétaliser la zone. Dans quelques mois la nature aura pris le dessus.

Avec ces travaux, le problème de la saturation des collecteurs d'eaux claires dans le secteur du Cherrat/Sous-Allens et dans les quartiers en amont a pu être résolu et les exigences du plan général d'évacuation des eaux (PGEE) de 2005 ont pu être respectées. Par conséquent, il ne sera pas nécessaire de mettre en place des rétentions individuelles pour la salle de gym, le parking ou la future piscine. Les ouvrages exécutés nous épargnent en outre de faire des travaux de redimensionnement sur les collecteurs en aval, c'est-à-dire depuis le secteur du Cherrat jusqu'au lac.

**7) Présentation du projet de la transformation du bâtiment de service en bâtiment administratif au chemin de Penguey 1b, sur la parcelle communale n° 187 par l'architecte M. GUI SOLAN du Bureau T Architecte Sàrl à Etoy et de M. MELCHIORRE, responsable du service du bâtiment de la Commune de Saint-Prex.**

MM. GUI SOLAN et MELCHIORRE présentent les plans de la transformation du bâtiment de services en bâtiment administratif. Nous les remercions pour leurs explications. (Les plans sont annexés au présent PV).

Le Président ouvre la discussion.

M. Pascal GIRARDET communique que pendant la présentation ils ont parlé plusieurs fois du SUPCI, il souhaite en savoir la signification.

M. MELCHIORRE répond qu'il s'agit du service de l'urbanisme, de la police des constructions et des infrastructures.

M. Yves MORAND trouve que la 3<sup>ème</sup> dalle, selon les plans, n'est pas au même niveau à gauche alors que toutes les autres le sont.

M. GUI SOLAN explique que sur la partie Est où se trouve d'ailleurs, la salle du Conseil Communal actuelle, la dalle est conservée ainsi que celle de la voirie et le plancher (ce qui permettra d'installer les installations de ventilation des salles de conférences). Nous ne pouvons pas parler d'étage avec ce genre de comble.

M. François LUDWIG demande s'il a bien compris concernant l'ordonnance des locaux. La Municipalité sera à l'étage et au rez-de-chaussée il y aura le service administratif ?

M. GUI SOLAN lui répond par l'affirmative.

M. François LUDWIG se demande alors si la répartition des locaux est adéquate. En effet, les Municipaux se trouvant dans les étages devront se déplacer pour aller dans les divers services concernant leurs dicastères. Il demande s'il y aura un passe-plat entre les différents étages, non pas pour les bouteilles et petits fours mais plutôt pour les dossiers.

M. Daniel MOSINI explique que le passe-plat existe déjà. C'est la GED (gestion électronique des documents). Actuellement, les Municipaux travaillent déjà comme ça, en symbiose. Les Municipaux se déplacent dans leur service, s'ils ont besoin de compléments qu'ils n'auraient pas sur leurs ordinateurs ou pour des séances internes aux dicastères.

M. GUI SOLAN souhaite rajouter qu'ils ont aussi hiérarchisé les niveaux par rapport à la fréquentation dans les différents services. Le service administratif accueille beaucoup de monde et c'est pour cette raison qu'ils ont disposé les guichets et l'accueil principal du public au niveau du rez-de-chaussée. Il en va de même pour le SUPCI, qui est un des services les plus sollicités par le public. C'est pour cette raison que le secrétariat municipal, la bourse et le service de la Municipalité sont au 1<sup>er</sup> étage. Ce sont des services moins fréquentés.

M. Daniel MOSINI informe que le secrétariat municipal sera au même étage que la Municipalité et sera toujours aussi disponible et accessible.

M. François LUDWIG remercie pour ces précisions.

La parole n'étant plus demandée, le Président remercie MM. GUI SOLAN et MELCHIORRE. Les Conseillers communaux les applaudissent.

**8) Rapport sur le préavis no 02/03.2017 – demande d'un crédit de Fr. 4'850'000.- pour financer la transformation du bâtiment de services en bâtiment administratif au chemin de Penguey 1b, sur la parcelle communale no 187.**

Le Président fait part qu'il y a eu une demande d'amendement de la Municipalité visant à diminuer le crédit demandé de Fr. 4'850'000.- au lieu de Fr. 4'588'100.-. La différence de Fr. 261'900.- a déjà fait l'objet d'une demande de crédit, via le préavis n° 20/12.2015.

M. Denis OGGIANO, membre de la Commission, lit son rapport.

M. Michel CONNE demande s'il n'y a pas un petit vice de forme, puisque l'amendement de la Municipalité n'a été envoyé qu'aux rapporteurs des commissions chargées d'étudier ce préavis et au président du Conseil. Les Conseillers ne l'ont donc pas reçu.

M. Michel CONNE, Président de la Commission des Finances, lit son rapport.

Le Président répond à M. Michel CONNE que selon l'art 75 « Tout membre de l'assemblée peut présenter des amendements et des sous-amendements. Ils doivent être présentés par écrit ou dictés au Secrétaire avant d'être mis en discussion. Un amendement ou un sous-amendement peut être retiré par son auteur tant qu'il n'a pas été voté. Il peut toutefois être repris par un autre membre de l'assemblée. Les membres du Conseil ou la Municipalité peuvent déposer un amendement.

Il ne voit donc pas de vice de forme. Il demande si une personne en voit un de bien vouloir l'en informer.

M. Daniel MOSINI se joint à l'avis du Président qu'il n'y a pas de vice de forme. De plus, les Conseillers peuvent aussi amener un amendement le jour de l'Assemblée.

M. Michel CONNE souhaite rajouter, qu'il a bien dit « peut être un vice de forme ». Il estime que ceci eut été une forme d'élégance d'envoyer le document puisqu'il a la chance d'exister, d'avoir été rédigé par la Municipalité et que nous avons une Secrétaire qui peut nous envoyer des rapports très rapidement.

L'amendement est projeté sur un écran pour que les Conseillers puissent le lire.

M. Daniel MOSINI lit l'amendement.

La Municipalité propose :

1. d'accepter l'amendement proposé par la Municipalité, d'abaisser le crédit nécessaire à la transformation du bâtiment de service de Fr. 4'850'000.- à Fr. 4'588'100.- ;
2. de ne pas modifier les autres conclusions du préavis n° 03/02.2017.

Les Commissions proposent :

1. d'autoriser la Municipalité à entreprendre la transformation du bâtiment de services en bâtiment administratif au chemin de Penguey 1b, sur la parcelle communal n° 187 ;
2. de lui accorder le crédit nécessaire, soit la somme de Fr. 4'588'100.- ;
3. d'admettre que cette dépense soit financée par les recettes courantes de la bourse communale ou par emprunt ;
4. d'admettre que cette dépense soit amortie par reprise de réserves du compte n° 9.182.04 « fonds de rénovation d'immeuble » en 2019 ;
5. d'admettre que cet investissement n'engendrera pas de dépense annuelle de fonctionnement significative.

Le Président ouvre la discussion.

M. Daniel MOSINI informe que la Municipalité aimerait apporter sa réponse à la remarque évoquée par la Commission des finances.

- 1) Une étude exploratoire sur la parcelle communale n° 187 a été lancée par la Municipalité en 2010 en collaboration avec Urbaplan notre urbaniste conseil. Celle-ci a été complétée en 2012 par l'étude de scénarii de développement et d'analyses multicritères en relation avec un nouveau bâtiment administratif communal. Une évaluation des coûts avait été établie à plus ou moins 25% pour un nouveau bâtiment et pour transformer le bâtiment de services. La Municipalité n'a donc pas entrepris les études préliminaires et de détail du projet présenté ce soir sans une certaine vision, ni les yeux fermés. Ces études ont clairement identifié le lieu d'une nouvelle administration communale sur cette parcelle 187, bien centrée, bien visible au bord de la RC1 et faisant un ensemble géographique et patrimonial communal cohérent du Penguey au Vieux-Moulin.
- 2) L'affectation et l'utilisation du bâtiment administratif en zone d'utilité publique seront conservées tout le temps des travaux de transformation du bâtiment de services soit environ 2 ans de 2017 à 2019. Il n'y aura pas de surcoût pour cette étape.
- 3) Pour le futur : une étude d'un PPA ou PQ sur les parcelles en Penguey n° 1131, 1134, 1135, 186 et 187 du cadastre, soit 5 parcelles dont la parcelle communale. Des contacts ont été initiés avec les propriétaires voisins mais volontairement ralentis pour privilégier le projet de ce soir dans les gabarits existants du bâtiment de services. Il n'y a eu aucune opposition sur ce projet de transformation soumis à l'enquête publique en 2016. Ce futur PPA ou (PQ) permettra de revaloriser le site en améliorant la forme de la parcelle côté Lausanne, en attribuant en compensation des droits à bâtir supplémentaires aux locatifs existants (par exemple un étage supplémentaire), ce qui irait dans le sens d'une densification du centre local de Saint-Prex. Il permettra d'attribuer à la Commune une parcelle plus grande aux formes plus confortables en zone d'utilité publique avec de nouveaux gabarits adaptés aux futurs besoins de projets communaux (vision à moyen terme). Ces volumes mieux définis pourront, à titre d'exemple, être dédiés à des activités publiques, parapubliques, culturelles et/ou sociales. Ce dossier prendra plusieurs années pour être en adéquation avec la LAT et respecter la procédure AT et les modifications parcellaires. La Municipalité pense qu'il vaut mieux une bonne réflexion et de bonnes négociations pour déboucher sur un plan de qualité pour des projets d'intérêt public et collectif à moyen terme. Ces constructions concernent une autre législature. Un PPA constituera par contre une réserve à notre potentiel de développement. Les coûts n'ont volontairement pas été estimés à ce stade, il n'y a actuellement pas de programme exhaustif et précis à ce jour. Une vision existe donc bien, mais il s'agit d'identifier au mieux les besoins pour le futur et de la planifier.

4) Dans l'intervalle, il a un distingué deux solutions :

- 1) - démolir et transformer le bâtiment actuel en surface de places de parc, place publique, place de jardin ou place de jeux par exemple.
- 2) - utiliser les volumes existants pour les activités publiques communales ou extérieures, pour les sociétés locales ou pour la culture et le social.

Des investissements de lifting devraient être modestes et bien inférieurs au million.

A ce jour, la Municipalité n'a pas tranché sur le cas a ou b. Si des propositions émanent de la Commission des finances ou des Conseillers communaux, elles seront les bienvenues. La Municipalité pourrait les englober dans ses propres réflexions. M. MOSINI remercie les Conseillers par avance.

Mme Barbara DELLWO aimerait connaître la différence entre la procédure de la loi sur le marché public et la procédure de gré à gré. En effet le mandat de l'architecte a fait l'objet une procédure de gré à gré.

M. Daniel MOSINI explique que la procédure gré à gré est une procédure de marché public. Il y a la procédure de gré à gré, sur invitation et la dernière sur des marchés ouverts. Cela dépend des seuils, qui sont différents pour les services et la construction. Dans ce projet, la Municipalité étant satisfaite des travaux préliminaires qu'elle avait eu auparavant avec T Architecture Sàrl a décidé de privilégier la procédure de gré à gré, les montants en jeu le permettant, pour avoir le choix de l'architecte A l'inverse de ce qui a été fait pour le projet de Marcy ou un appel d'offre sur invitation a contraint la Municipalité d'accepter le bureau qui a gagné l'appel d'offre.

M. Frédéric BERTHOUD a une suggestion pour la Municipalité. Il demande si elle a prévu une séance d'information des travaux pour les personnes avoisinantes au futur chantier, afin de les informer du planning des travaux.

M. Daniel MOSINI répond que la Municipalité informe toujours les voisins lorsqu'elle fait des travaux. Il trouve que les suggestions de M. Frédéric BERTHOUD sont pleines de tact et que la Municipalité veillera de faire au mieux.

M. Marc-Antoine SIEGWART trouve dommage d'utiliser une procédure de gré à gré. Il est un bon libéral et est attaché à tout ce qui est concurrence. Il connaît T Architecture Sàrl, et s'interroge sur les mesures prises par la Municipalité pour limiter tout soupçon de conflit d'intérêt ?

M. Daniel MOSINI informe que Mme Carine TINGUELY s'est retirée des discussions et du projet car elle était indirectement concernée.

M. Stéphane PORZI communique que la question de M. Marc-Antoine SIEGWART soulève également la question de travailler avec les entreprises locales, car pour les marchés sur invitation, il n'y a presque aucune entreprise Saint-Preyarde qui a gagné le mandat et elle le déplore. Cette fois la Municipalité souhaite faire travailler une société qui est proche de la Commune.

M. Alexandre WOHNLICH informe qu'il a bien reçu le rapport de la Commission. Il y figure des totaux et des sous-totaux qui sont tous sous-estimés. Lorsque nous additionnons les totaux il n'arrive pas du tout au montant de Fr. 4'588'000.- mais à Fr. 4'900'000.-. Il trouve qu'il y a une certaine confusion avec cet amendement, ces différents chiffres.

M. Denis OGGIANO explique qu'il y a une explication pour cette différence. Les chiffres qui sont sur le rapport, à droite, sont les montants qu'il y a sur le préavis et qui sont hors taxes. Dans le détail qu'il a apporté pour donner un peu de profondeur au résumé du préavis, les montants sont TTC, soit TVA comprise. La différence vient uniquement de la TVA.

M. François LUDWIG s'interroge sur l'aspect un peu formel de l'amendement. Les Conseillers ont l'habitude que ce soit les Commissions qui annoncent les amendements. Lorsqu'il a lu le rapport de la Commission, il n'a vu nul part une allusion à une modification du montant qui va être voté et qui n'est pas le même que celui du préavis. Il fallait se référer au document de la Commission des Finances pour comprendre qu'il y a un amendement. Il souhaiterait à l'avenir que les Conseillers soient au courant lorsqu'il y a un amendement et suggère aux futurs Commissaires de faire apparaître dans une petite phrase du rapport qu'il y a une modification qui est liée à une demande de la Municipalité.

Il souhaite aussi connaître les frais générés par cette nouvelle administration. Il sait que l'on va lui répondre que les volumes n'étant pas très différents, que les frais de chauffage ne devraient pas l'être non plus mais étant donné que l'on transforme le bâtiment et qu'il y aura plus d'ordinateurs, plus de lumières ; il y aura une influence sur le budget communal annuel, ne serait-ce que par l'amortissement du montant. A moins que l'on ait un bon résultat financier en 2017, voire 2018 qui permette à la Commune de payer d'un coup ces transformations. Avons-nous des indications sur les coûts induits par ces 4'500'000 ? De voter ce montant, c'est une chose, mais ensuite lorsqu'on vote un crédit que ce soit pour une école, une piscine ou autres, on prend un abonnement pour des frais annuels qui se retrouvent dans le budget.

M. Denis OGGIANO explique qu'en ce qui concerne le nouveau bâtiment, les charges ne devraient pas être significativement plus élevées que pour le bâtiment actuel. En effet, il y aura plus de frais d'électricité mais il ne faut pas oublier de tenir compte que ce nouveau bâtiment sera mieux isolé.

M. Stéphane PORZI confirme que l'isolation sera plus importante. Le bâtiment actuel est mal isolé. En termes de nettoyage, le bâtiment actuel est vide au niveau des pompiers mais il faut le nettoyer quand même. La Municipalité a estimé qu'il y aura une augmentation de 0,5% de plus en nettoyage qu'actuellement.

Mme Carine TINGUELY informe que dans les conclusions du rapport il est mentionné que l'investissement sera amorti en une fois par reprise de réserve du compte 9281.04, il s'agit du fond de rénovation de l'immeuble. Il peut couvrir toutes les rénovations que la Municipalité fait sur les immeubles existants de la Commune. Il se monte au 31 décembre 2016 à Fr. 6'588'763. La Municipalité souhaite amortir en une fois les travaux avec ce compte de réserve.

M. Marc HAUSWIRTH informe qu'il faisait partie de cette Commission. Il souhaite rappeler que ce bâtiment existe et qu'il est chauffé que pour 10 séances par année. Il trouve intelligent de le réutiliser et travailler sur son volume pour faire quelque chose d'utile. Il a aussi eu l'occasion d'aller visiter l'administration communale actuelle, avec une poussette et c'est très difficile d'accès, voir impossible. Il estime que d'avoir un nouveau bâtiment moderne et accessible à tout le monde est une priorité.

M. Pascal GIRARDET estime aussi que sur ce nouveau bâtiment il y aura de l'énergie solaire qui devrait diminuer les coûts.

M. Stéphane PORZI répond que ce projet respecte les normes actuelles en termes de consommation d'énergie.

Mme Véronique SAVIOZ a une question sur l'historique de ce projet. Elle souhaite savoir s'il y a eu d'autres projets de recherches de surfaces de bureaux qui ont été pensés ?

M. Daniel MOSINI avait déjà parlé des études en 2010 et en 2012 avec URBAPLAN pour ce site. Ils avaient parlé de démolir le bâtiment de service, en construire un nouveau, le rénover et aussi de l'éventualité d'agrandir le bâtiment administratif. Ils avaient examiné aussi de le faire sur d'autres parcelles. Par exemple sur la parcelle du Glapin, à côté de la voirie, qui est aussi disponible. Il était ressorti de cette étude que le bâtiment de services était le plus adapté grâce à sa situation géographique et sa visibilité.

M. Pascal GIRARDET souhaite aussi répondre à la question de Mme Véronique SAVIOZ. Lorsqu'ils ont étudié le préavis pour le crédit d'étude, toutes les solutions ont été présentées à la commission. Elle peut les trouver dans leur rapport.

M. Roland LOCHER informe qu'il est noté dans le rapport que ce bâtiment permettra d'assumer notre rôle de centre local. Il souhaite connaître ce que signifie « notre rôle de centre local ».

M. Daniel MOSINI explique que depuis 2012 Saint-Prex est « centre local ». Il y a aussi des centres cantonaux et des centres régionaux. Pour obtenir ce statut il faut que la Commune garantissent des infrastructures et des services pour ses habitants mais aussi pour les communes avoisinantes de son bassin de vie, comme par exemples des écoles, la poste, des banques, les commerces etc. L'Etat de Vaud va vérifier que la Commune est dans les normes pour être toujours un centre local.

Mme Carine TINGUELY informe que la Municipalité a déjà commencé avec le SUPCI et le service administratif d'offrir des services aux autres Communes avoisinantes. Par exemple, la

Commune de Lussy a délégué le soin à notre Commune de s'occuper d'établir des cartes d'identités pour les citoyens de Lussy. Elle a des discussions avec d'autres communes pour d'autres tâches. Les Communes de Buchillon, Villars-sous-Yens, Yens et Lully ont délégué au SUPCI la police des constructions.

M. François LUDWIG souhaite revenir sur les propos de Mme Carine TINGUELY concernant la reprise de réserve. Une reprise de réserve dans les comptes c'est une opération comptable. Ça ne signifie pas que les liquidités qui sont exprimées dans cette réserve sont là, elles ont peut-être dû être utilisées à d'autres fins. Il se pourrait que l'on soit en manque de liquidités pour pouvoir financer ce bâtiment, il s'agira peut-être de recourir à un emprunt qui va engendrer des intérêts. 1% sur le montant de CHF 4'500'000.- représente CHF 45'000.- par année. Il aimerait avoir une appréciation sur son raisonnement qui est peut-être faux.

Mme Carine TINGUELY explique qu'il y a eu des années auparavant où les résultats de la Commune étaient bénéficiaires. Ce qui signifie que la Commune a engendré plus d'argent qu'elle n'en a réellement eu besoin. Ils ont eu des marges d'autofinancement qui étaient bénéficiaires et qui permettaient de couvrir les amortissements courants et de créer des réserves pour répondre à des besoins futurs d'investissements. Lorsque Mme Carine TINGUELY a repris les comptes de la Commune, elle a été agréablement surprise qu'il y ait autant de réserves qui avaient été créés. A ce jour, nous sommes dans une situation où nous ne gérons plus les emprunts par investissement, nous gérons la trésorerie d'une manière périodique, toutes les semaines avec le boursier. Un tableau de financement est établi et on peut décider s'il y a besoin ou pas d'emprunter. Il y a la possibilité de faire des emprunts à court terme. L'année dernière, la Municipalité a fait un emprunt à court terme avec des taux d'intérêts négatifs ; ils ont été payés pour emprunter de l'argent. Elle nous explique que nous sommes dans une situation économique qui est particulière et qui n'a pas été vécue dans le passé. Il faut donc profiter de ces conditions favorables. On peut décider de prendre des tranches d'emprunt de CHF 5'000'000.- qui peuvent être échelonnées dans le temps. Le taux du dernier emprunt de la commune est de 0.32%. En ce qui concerne l'administration communale, à ce jour, Mme Carine TINGUELY ne sait pas si la Municipalité devra emprunter ou pas. La Commune reçoit toutes les semaines des acomptes d'impôts. Ces montants peuvent varier de manière assez conséquente d'une semaine à l'autre. Les dépenses pour ce nouveau bâtiment vont être établies normalement en octobre de cette année. A ce jour, elle ne sait pas combien il faudra emprunter ni la forme que prendra le financement de cet investissement particulier. Dans la même logique, les liquidités liées aux réserves constituées sur des comptes affectés tels les taxes d'épuration ont été utilisées pour financer d'autres investissements. Il y a une réserve de plus de CHF 5'000'000.- ce qui signifie, qu'il y a eu des encaissements des taxes d'épuration en trop.

M. François LUDWIG remercie Mme Carine TINGUELY pour ces explications nécessaires.

M. Christian BOILLAT déplore le déplacement de la salle de Conseil au Cherrat. Il trouve que la proximité avec la Commune était idéale.

M. Daniel MOSINI assure que la Municipalité fera tout pour garder un bon contact avec son Conseil Communal.

M. Alexandre WOHNLIICH demande à la Municipalité la raison de la création de 15 places de plus de travail soit une augmentation de 75% d'effectifs. La Commune pense-t-elle doubler son effectif dans les 30 prochaines années ?

M. Daniel MOSINI explique que ces 15 places supplémentaires sont des réserves qui permettront à la Municipalité, pour plus de 30 ans, d'aller de l'avant avec ce bâtiment. Il rappelle qu'à ce jour, il manque énormément de places. C'est une planification qui a été faite par Habilis Conseils qui avait estimé le nombre de postes nécessaires pour une administration moderne qui va se développer pour une population de 7'000 habitants d'ici 2030.

M. Alexandre WOHNLIICH rapporte que cela ne fait pas une augmentation de 75% et que par conséquent on aurait pu intégrer la salle du Conseil dans le bâtiment. Il n'y aurait pas 35 places supplémentaires mais que 28 et ça aurait moins choqué.

M. Denis OGGIANO rapporte que, selon la configuration du bâtiment, il n'y a pas de salles prévues assez grandes pour accueillir les 65 Conseillers. La plus grande salle sera au maximum pour 30 à 40 personnes.

M. Anthony HENNARD demande s'il n'y aurait pas un projet évolutif comme par exemple le collège de Sous-Allens qui a la possibilité de rajouter des classes sur le toit.

M. Daniel MOSINI explique que la Municipalité a décidé qu'elle ne souhaitait pas faire deux fois des transformations dans ce bâtiment. Les travaux principaux sont la dalle. Elle ne souhaite pas laisser vide une partie du bâtiment et que c'est plus coûteux de la faire en deux étapes.

M. Pascal GIRARDET informe que ça ne le dérange pas du tout d'aller dans un autre local pour les séances du Conseil. Il rappelle que cette salle est peu utilisée mais qu'elle est chauffée toute l'année ce qui engendre des frais d'électricité. Il trouve logique d'intervenir qu'une fois pour les transformations du bâtiment.

M. Henri HALLER explique qu'il y a trois éléments importants qui sont sortis de ces discussions. Il pense qu'il y a un problème de gouvernance ; premièrement l'architecte qui a obtenu le contrat de gré à gré est une personne proche de la Municipalité. De deux, il y a un souci par rapport aux chiffres. En effet, il y a un flou certain qui résulte de l'amendement, des montants avec taxes et sans taxes. Et finalement, le troisième point concerne la taille du bâtiment. Il trouve que nous sommes en train de dépenser les provisions qui ont été créées pendant 10 ans.

M. Daniel MOSINI explique que lorsque la Municipalité avait parlé de l'étude, on lui avait dit que le projet ne pensait pas à l'avenir. Actuellement elle a recalibré toutes les surfaces, il y a des réserves de place pour le futur. Il ne trouve pas qu'il y ait une incohérence dans le fait que la Commune a décelé que le crédit d'étude a été compté deux fois, soit dans le premier préavis, et dans celui-ci. Les chiffres sont clairs. Il ne partage pas l'avis de M. Henri HALLER.

M. François LUDWIG parle du dessinateur Sempé, un de ces ouvrages était intitulé « rien n'est simple tout se complique ». Il faut regarder la société dans laquelle nous évoluons et la législation ainsi que les difficultés réglementaires qui nous viennent aussi bien de la

Confédération que du Canton ou que l'on se crée soi-même, pour remarquer que le travail des administrations augmente plus vite qu'il ne le devrait. Dans le fait d'avoir de la réserve, même si cela peut paraître aujourd'hui un peu confortable, ça ne le choque pas. Dans les années 80, lorsque que le Cherrat 2 a été construit, il avait été décidé de mettre un étage de plus que nécessaire. Pendant une dizaine d'années ces classes sont restées à disposition, la Commune n'en est pas morte. Et dix ans plus tard nous étions contents de pouvoir utiliser ces classes qui ont été financées bien avant. De ce fait, ça ne le choque pas cette réserve de 15 places supplémentaires et qui, si par hasard il resterait trop de place, la Municipalité pourrait louer quelques locaux à l'administration cantonale.

M. François SIEGWART informe que d'une façon générale le projet lui plait et il le soutient. Il regrette juste un point. Le projet ne tient pas compte de la transformation digitale qui va bouleverser la société, notamment les processus administratifs et l'interaction avec le public. On a regardé dans le rétroviseur, il n'y a pas de vision prospective dans ce projet. La transformation de l'immeuble n'intègre pas les changements à venir dans la façon de « consommer » les services administratifs, notamment avec la montée en puissance de la nouvelle génération. De plus, l'aménagement des locaux n'anticipe pas les nouvelles façons de travailler, les technologies mobiles, l'intelligence artificielle, etc. Il pense qu'on n'aura peut-être plus que la moitié moins de personnel dans quelques années. Il y a une révolution gigantesque en route. Il est le premier à aimer les bureaux, mais il faut se rendre compte de la profondeur de la transformation numérique, il y a Amazon, Google, des effets fondamentaux dont nous ne pouvons aller contre. Il pense qu'il y a un élément d'analyse qui manque et qu'on passe malheureusement à côté.

M. Daniel MOSINI pense certainement que les évolutions technologiques, informatiques vont amener des synergies mais par contre les rapports de communications entre communes, avec la population et dans le cadre de la région et du Canton ne vont pas diminuer. Les espaces sont aussi utiles pour échanger entre humains.

Mme Sylvie FUCHS a écouté toutes les discussions et les a trouvées très intéressantes mais nous sommes aussi face à une Municipalité qui est bloquée dans une situation. Ce projet n'est pas parfait, il est un peu surdimensionné, mais elle est pour ce projet car nous ne pouvons pas rester encore des années dans les bâtiments actuels. C'est un projet qui devra s'affiner. Tous les bâtiments qui ont été construits par la Commune coûtaient moins cher que prévu.

M. Roger BURRI explique que l'administration date de 1975, ses souvenirs lui font dire qu'à l'époque leurs prédécesseurs à cette table avaient transformés ce bâtiment pour accueillir une administration avec 8 personnes. Bilan : 42 ans plus tard ce n'est pas 75% d'augmentation de salariés mais de 150%. A ce jour l'effectif est de 20 personnes. Le bâtiment administratif a été modifié au fur et à mesure du temps. Il y avait à l'étage supérieur un appartement. Donc bien qu'il puisse souscrire à l'idée que l'informatique va probablement réduire le nombre de bras mais il pense que la Municipalité est logique face à sa réserve. Le passé l'a démontré.

Mme Barbara REGAMEY souhaite être ici la porte-parole de tous les gens d'un certain âge qui doivent établir leurs papiers d'identités sur le parking, car ils ne peuvent accéder à l'administration. C'est une réalité, cette génération n'utilise pas facilement internet. Peut-être qu'en effet dans 30 ans, tout le monde saura utiliser les outils informatiques mais dans un moyen terme ce n'est pas le cas. Il ne faut pas oublier aussi la loi pour les personnes en situation d'handicap, elle oblige l'aménagement des accès pour les personnes à mobilité réduite. Elle trouve que nous ne pouvons pas être une Commune d'accueil et que les personnes qui ont une canne, qui sont en chaise roulante ou avec une poussette doivent être servis sur le parking. Des personnes sont obligées de téléphoner pour prendre rendez-vous et ils sont accueillis dehors. Elle pense qu'au contraire, dans un moyen terme, il y aura plus de monde qui devra venir à la Commune.

M. Jacques ROCHAT rappelle qu'il y a 15 ans on pensait que nous n'aurions plus besoin de papier grâce à l'informatique et qu'ainsi on épargnerait les forêts. On constate qu'à ce jour nous en imprimons encore énormément.

Il émet un vœu, que la Municipalité puisse encore amener un ou deux amendements comme celui de ce soir.

M. Michel CONNE aimerait souligner qu'il s'est permis de chatouiller gentiment la Municipalité et heureusement grâce aux bons contacts que la Commission des finances a avec elle, il peut le faire et sait qu'ils le prennent très bien. Ils ont très bien répondu mais il aimerait dire entre parenthèses que la Commission avait déjà posé cette question ultérieurement et la réponse n'était de loin pas celle que nous avons reçu ce jour. Ceci dit avec tous les éléments qui ont été apportés ainsi que les arguments, il est clair aussi bien la Commission des finances que lui-même, estiment que c'est un excellent projet. Mme Sylvie FUCHS a révélé quelques imprécisions. On peut toujours faire mieux et on ne mettra jamais tout le monde d'accord. Il demande de voter pour ce préavis avec non pas une main mais les deux mains.

La parole n'étant plus demandée, le sujet est clos.

Au vote, les conclusions de l'amendement de la Municipalité sont acceptées par la majorité des membres présents.

Au vote, les conclusions du rapport sont acceptées à la majorité des membres présents.

**9) Préavis no 03/05.2017 – demande d'un crédit de Fr. 2'585'500.- pour financer la mise en séparatif, le remplacement de la conduite d'eau potable et de l'éclairage public à l'avenue de Taillecou ainsi que l'aménagement d'une place publique devant le centre culturel et sportif du Vieux-Moulin.**

La Commission suivante est nommée par le Bureau :

M. Sacha MEIER  
M. David LA FRAMBOISE  
M. Raymond TARDY

M. Didier FRANCO  
Mme Marlyse DUTOIT LOPEZ

Suppléants :

M. Philippe CHABLE

M. Alexandre WOHNLICH

**10) Préavis n° 04/05.2017 – Adoption des comptes 2016.**

Ce Préavis est transmis aux Commission de gestion et des finances.

**11) Préavis n° 05/05.2017 – demande d'un crédit pour financer la réfection de la chaussée à la route de Rolle Ouest, la création d'un trottoir, de deux bandes cyclables, d'un collecteur, la pose de l'éclairage public et la construction de parois antibruit.**

La Commission suivante est nommée par le Bureau :

M. Alain FOLLY  
M. Joëll TARDY  
M. Louis-Claude PITTET

M. Nicolas COTTIER  
M. Dominique DUBUGNON

Suppléants :

M. Carmelo TODARO

M. François SIEGWART

**12) Vision municipale.**

La parole est à la Municipalité.

Une copie de cette vision est jointe à ce procès-verbal.

A la fin de la présentation, les Conseillers applaudissent le travail effectué.

Le Président remercie la Municipalité pour ce travail.

### **13) Simple questions.**

Mme REGAMEY souhaite répondre à la question que M. Raymond TARDY avait posée lors du conseil du 8 mars 2017 concernant les collecteurs au chemin de la Guergoulaz. Elle avait répondu que ces travaux étaient exécutés suite à une demande du privé, et en effet après vérification, c'est bien exact. Une autre question lui avait été soumise « pourquoi le tracé n'avait pas été mis à l'enquête ? ». La réponse est que le collecteur ne se trouvait pas à l'endroit indiquée sur les plans. Du coup, lors des travaux, ils ont dû contourner la construction. Dans ces cas-là ils ne mettent pas à l'enquête pour ne pas stopper les travaux. C'était bien le privé qui a payé les travaux. Il y a juste eu un travail qui a été fait pour la Commune, c'était d'enlever les racines.

M. Raymond TARDY s'est aussi soucié concernant la nappe phréatique. Nous sommes en zone « AU » et Mme REGAMEY nous rassure, l'ingénieur a vérifié les travaux qui ont été fait dans les règles de l'art.

M. Christian BOILLAT a deux ou trois collègues commerçants qui s'inquiètent de PRM concernant des amendes au village. L'amende passe rapidement de Fr. 20.- à Fr. 60.-. Il demande si la police pourrait être plus indulgente envers les personnes qui parquent en dehors des lignes pendant les heures de forte influence.

Concernant les nouveaux commerçants, il demande à la Municipalité de ne pas oublier de penser à ceux qui sont déjà là. M. Fabrice DESSAUX, Président des Commerçants de Saint-Prex, lui avait suggéré que ça serait bien aussi d'aménager des choses pour les commerçants existants. S'ils souhaitent se développer sur la Commune, ça devient délicat. M. Christian BOILLAT n'a pas la capacité, à ce jour, de doubler son effectif comme Ferring ou Fischer mais aimerait pouvoir aussi l'envisager car il fait bon vivre et travailler à Saint-Prex.

M. Roger BURRI trouve que c'est toujours délicat ; personne n'aime avoir une amende sur son pare-brise. La remarque est compréhensible mais il est très difficile de demander à la police de ne pas faire son travail. Si nous sommes dans l'illégalité, ils sont obligés de nous verbaliser. Ils font simplement leur travail. Il serait peut être possible de voir avec l'état-major afin que, lors de manifestations, la police soit un peu plus tolérante.

M. Christian BOILLAT informe que des personnes laisseraient longtemps stationnées leurs véhicules au parking de Chauchy. Il serait agréable de faire quelque chose contre ces voitures ventouses.

M. Roger BURRI répond qu'on a cette impression mais ce n'est pas le cas. Ils ont fait des contrôles de présence, pas forcément ponctuels, avec PRM. Il n'a pas les chiffres avec lui mais il y a eu un rapport qui lui a été fait. Il y a très peu de voitures ventouses et s'ils y en auraient ça seraient celles des citoyens du Bourg. A 95%, ce parking est utilisé par les habitants du Bourg ou de sa proximité et il dément tous les propos de gens qui disent qu'ils que les usagers des CFF s'y parquent. Il y en a peut-être un ou deux mais ça reste insignifiant.

Mme Anouk GAUMANN rappelle qu'elle avait déjà interpellé la Municipalité il y a deux ans concernant le parking du Chauchy et on lui avait répondu la même chose. Elle souhaite savoir si la Municipalité a refait des mesures ou des contrôles récents ?

M. Roger BURRI répond que les contrôles qu'il a invoqués sont de l'automne dernier.

Mme Anouk GAUMANN informe qu'actuellement elle ne trouve plus de place libre. Du coup, les enseignants doivent aller parquer au Vieux-Moulin ou alors sur des places de six heures. Mais lorsqu'on travaille, les enseignants n'arrivent pas à aller changer de place leur voiture, et ils sont verbalisés.

M. Roger BURRI informe qu'il est bien possible aussi que des places ont été supprimées. Certains Conseillers défendent ce parking mais il y a d'autres citoyens qui demandent à la Commune d'enlever des places de parc. Il y a en effet 5 à 6 places de parc qui ont disparus dans le Bourg par obligation. Des personnes ont menacé la Municipalité de procédures pénales afin que des places pas tout à fait réglementaires soient supprimées.

Mme Carine TINGUELY a parlé précédemment dans le cadre de la mobilité d'un travail que la Municipalité est en train de mettre au point concernant l'organisation générale du stationnement. M. Burri espère qu'on trouvera une solution qui satisfasse le plus de personnes.

Mme Anouk GAUMANN se demande si le manque de places de parc ne serait pas lié avec les travaux de la Gare de Morges ?

M. Roger BURRI informe que la Municipalité est aussi attentive à cette situation, car PRM l'a informée que potentiellement il y aurait un certain nombre de reports sur notre Commune. Les communes avoisinantes, qui ont beaucoup moins de parkings que Saint-Prex, ont déjà pris des mesures. Il pense aux Communes de Tolochenaz et Lussy qui ont instauré des contrôles avec PRM sur les zones bleues. Il pense que notre Commune est un peu loin de Morges, les personnes ne viennent pas jusqu'ici.

M. Daniel MOSINI informe qu'il y a des réflexions au niveau de l'ARCAM et du MBC pour régler la problématique du P + Rail qui sont en cours, surtout pour soulager Morges.

M. François LUDWIG souligne que les amendes perçues sur notre Commune vont dans la bourse communale de Saint-Prex.

Mme Carine TINGULEY rajoute que le budget concernant les amendes est à Fr. 50'000.00 et qu'actuellement nous ne sommes qu'à Fr. 35'000.00.

M. François LUDWIG revient sur les propos du Président concernant le préavis sur les comptes qui a été donné à la Commission des finances, mais il a dû oublier que selon le nouveau règlement du Conseil communal, il est prévu que la Commission des finances s'occupe de la partie des comptes et que la Commission de gestion celle de la gestion. Tous les Conseillers ont pu constater que dans le dossier qu'ils ont reçu en début de séance il y a un beau titre qui est « le rapport sur les comptes ». Peut-être faudra-t-il le changer pour les exercices suivants car il y a aussi toute une partie sur la gestion de la Municipalité. Cette partie-là c'est la

Commission de gestion qui va s'en occuper et qui fera un rapport. Lors de la prochaine séance il y aura deux rapports concernant ce sujet.

Il souhaite aussi intervenir sur le préavis n° 05/05.2017 qui vient d'être déposé pour la réfection de la route cantonale en direction de Rolle Ouest concernant les parois antibruit. Il rappelle que les CFF, de l'autre côté de la route, prévoient aussi des parois antibruit. Il se demande si la Municipalité ne pourrait pas demander aux CFF de s'économiser les murs antibruit du SUD et de subventionner celle de la Commune. Il comprend qu'il doit y avoir des parois entre la route et les maisons mais ne comprend pas celles entre la route et les voies CFF ; il n'en voit pas l'utilité. Il demande si la Commune a déjà pris contact avec les CFF ou s'ils ont l'intention de le faire.

Mme Barbara REGAMEY informe que concernant les murs antibruit, Saint-Prex est la dernière commune sur la liste qui reçoit ces ouvrages. Les CFF ont demandé un permis de construire il y a déjà deux ans. Ils ont du retard. Ils vont commencer les travaux en 2018. Mme Barbara REGAMEY pense que la procédure est close. Ces murs antibruit que certains détestent sont réclamés par d'autres. Ce dossier a été traité et elle ne pense pas que ce soit opportun de revenir sur le sujet. Il faut savoir aussi que les murs antibruit qui ont été construits le long de la RC1 en localité, la Municipalité s'est donnée beaucoup de peine pour que ces murs ne soient pas monotones, elle a choisi de jolies plantes comme le jasmin et espère que prochainement ça sera fleuri et embaumé de bon parfum. Les murs antibruit sont d'une excellente qualité et ne vont plus apparaître comme un mur mais disparaître sous de jolies fleurs.

M. François LUDWIG souhaite préciser qu'il ne déteste pas ces murs antibruit. Il soulève qu'il y a une manière de faire et créer des murs antibruit et que celle choisie par notre Commune le long de la route Cantonale est très bien. Il a peur que celles des CFF ne soient pas identiques. Celles de Tolochenaz, faites par les CFF, n'ont pas tellement de verdure et de senteurs.

Mme Barbara REGAMEY répond qu'elle n'est pas d'accord avec ces propos, la Municipalité s'est battue contre les CFF pour les végétaliser et pour avoir un ouvrage de qualité. Elle va insister pour que les CFF appliquent ces conditions.

M. Michel CONNE revient sur le sujet du parking au Bourg. Il y avait eu une période où la possibilité était offerte aux riverains de pouvoir parquer un certain temps leurs véhicules au moyen d'une autorisation lorsqu'ils partaient en voyage et ne possédaient pas de parking privé. Serait-il possible de réaménager cette possibilité ?

Il a aussi relevé lors de l'intervention de M. Roger BURRI, lors de la vision municipale, concernant l'adoption des processus des espaces verts. Il y a une quinzaine d'années, il était intervenu sur la plage du Chauchy où il y a un bassin et il avait demandé si celui-ci allait être amélioré. La Municipalité lui avait répondu qu'ils allaient l'enlever. Hors, il est toujours là. Il souhaite savoir si dans les processus des aménagements des espaces verts c'est prévu de l'enlever, ce qui rendrait cette place plus jolie.

De plus, l'année dernière, il avait fait une présentation photographique de la plage du Chauchy un dimanche matin montrant qu'il y avait beaucoup de déchets sur cette place. Il a constaté qu'à ce jour ça s'est amélioré. Le personnel communal est là régulièrement. Cependant on trouve malheureusement encore des déchets.

M. Roger BURRI répond que la possibilité de demander une autorisation de parquer pour une longue durée est toujours en vigueur contre un émolument. La demande doit être adressée au service administratif.

Concernant le bassin, il a été comblé. Il est toujours là car, souvenez-vous, il y avait eu un projet de refonte, de réorganisation et de rajeunissement de la place du Chauchy qui avait été mis de côté car il n'était finalement pas prioritaire par rapport aux investissements de la Commune. La Municipalité n'avait pas ressenti non plus, auprès de la population, un engouement majeur pour ce projet.

M. Roger BURRI souhaite que les Conseillers honorent l'invitation du SIS Morget qu'ils ont reçue en début de séance. Tout le monde est le bienvenu. La séance se déroulera à Apples le 24 juin prochain. Vous aurez l'occasion de voir toute la force du SIS Morget. L'entier du matériel sera sur place ainsi qu'une grande partie des ressources humaines.

### 9) Contre-appel.

Il est fait.

La séance est levée à 23h20.

Le Président :

Alain Jouffrey

La Secrétaire :

Chantal Courtais-Rey

